

GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG

## **COUR ADMINISTRATIVE**

Numéro du rôle : **17498 C**

Inscrit le 20 janvier 2004

---

**Audience publique du 15 juillet 2004**

**Recours formé par l'Union des Caisses de Maladie  
contre une prise de position prise par l'Entente des hôpitaux  
luxembourgeois et  
une décision prise par la Commission des budgets hospitaliers  
en matière de budget hospitalier  
- Appel -  
(jugement entrepris du 10 décembre 2003, n° 16308 du rôle)**

---

Vu la requête d'appel, inscrite sous le numéro 17498C du rôle et déposée au greffe de la Cour administrative le 20 janvier 2004 par Maître Jean Medernach, avocat à la Cour, au nom de l'Union des Caisses de Maladie, établissement public, établi et ayant son siège à L-1471 Luxembourg, 125, route d'Esch, représenté par le président de son conseil d'administration actuellement en fonction, sinon par ledit conseil d'administration, dirigée contre un jugement rendu par le tribunal administratif le 10 décembre 2003, par lequel il a déclaré irrecevable le recours en annulation dans la mesure où il a été dirigé contre la prise de position de l'Entente des Hôpitaux Luxembourgeois du 14 novembre 2000, par laquelle elle s'adressa à l'Union des Caisses de Maladie en l'invitant à prendre en charge les frais d'amortissement se rapportant à 50 % des investissements réalisés par la Clinique Ste Thérèse dans le cadre de son agrandissement et de sa modernisation, non pris en charge par l'Etat, en le déclarant recevable dans la mesure où il a été dirigé contre une décision de la Commission des budgets hospitaliers du 4 novembre 2000, par laquelle ladite commission décida que les frais d'amortissement se rapportant auxdits 50% restants des investissements réalisés, seraient à charge de l'Union des Caisses de Maladie, tout en le déclarant non justifié dans cette mesure ;

Vu l'exploit de l'huissier de justice Jean-Lou Thill, demeurant à Luxembourg, du 29 janvier 2004, portant signification de la requête d'appel à la société anonyme Congrégation des Sœurs du Tiers Ordre Régulier de Notre-Dame du Mont Carmel à

Luxembourg s.a., établie et ayant son siège social à L-2763 Luxembourg, 36, rue Ste Zithe, étant désignée par la Clinique Ste Thérèse, représentée par son conseil d'administration actuellement en fonction, à l'association sans but lucratif Entente des Hôpitaux Luxembourgeois a.s.b.l., établie et ayant son siège social à L-2514 Luxembourg, 13-15, rue Jean-Pierre Sauvage, représentée par son conseil d'administration actuellement en fonction, et à Monsieur ..., en sa qualité de président de la Commission des budgets hospitaliers, demeurant à ... ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 27 février 2004 par Maître Marc Elvinger, avocat à la Cour, en nom et pour compte de la société anonyme Congrégation des Sœurs du Tiers Ordre Régulier de Notre-Dame du Mont Carmel à Luxembourg, préqualifiée ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe de la Cour administrative le 25 mars 2004 par Maître Jean Medernach, en nom et pour compte de l'Union des Caisses de Maladie ;

Vu l'acte d'avocat à avocat du 25 mars 2004 par lequel ledit mémoire en réplique a été notifié à Maître Marc Elvinger ;

Vu les pièces versées en cause et notamment le jugement entrepris ;

Où le conseiller en son rapport, Maître Christian Point, en remplacement de Maître Jean Medernach, et Maître Marc Elvinger en leurs plaidoiries respectives.

---

Par requête, inscrite sous le numéro 16308 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 18 avril 2003, l'Union des Caisses de Maladie (UCM), établissement public, établie et ayant son siège social à L-1471 Luxembourg, 125, route d'Esch, a fait introduire un recours tendant à l'annulation, d'une part, d'une prise de position de l'Entente des hôpitaux luxembourgeois du 14 novembre 2000, par laquelle l'Entente s'adressa à l'UCM en l'invitant à prendre en charge les frais d'amortissement se rapportant à 50 % des investissements réalisés par la Clinique Ste Thérèse dans le cadre de son agrandissement et de sa modernisation, non pris en charge par l'Etat et, d'autre part, d'une décision de la Commission des budgets hospitaliers du 4 novembre 2002, par laquelle ladite commission décida que les frais d'amortissement se rapportant auxdits 50 % restants des investissements réalisés, seraient à charge de l'UCM.

Par jugement rendu le 10 décembre 2003, le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement, après avoir déclaré irrecevable le recours dans la mesure où il est dirigé contre la prise de position de l'Entente des hôpitaux luxembourgeois du 14 novembre 2000, a déclaré le recours en annulation recevable pour le surplus, en le déclarant non justifié quant au fond, en en déboutant la partie demanderesse. Le tribunal administratif a tout d'abord retenu que la Commission des budgets hospitaliers, en participant à une mission de service public, agit comme une autorité administrative, et qu'en tant que telle, elle est amenée à prendre des décisions administratives. Il a encore retenu que la décision attaquée émanant de la Commission des budgets hospitaliers était à

considérer comme un acte administratif individuel affectant les intérêts patrimoniaux de l'UCM. Quant au fond, le tribunal, après avoir constaté que la Clinique Ste Thérèse a bénéficié d'un taux de l'aide pour les investissements immobiliers et mobiliers de 50 % de l'investissement effectué dans le cadre de l'agrandissement et de la modernisation de son hôpital et non pas du taux de 80 % qu'elle aurait pu obtenir si elle avait accepté de se soumettre au contrôle d'un commissaire du Gouvernement, a conclu à une application conforme de l'article 74 du code des assurances sociales, dans la mesure où le montant des investissements qui n'ont pas été pris en charge par l'Etat doivent être supportés par l'UCM. Le tribunal a encore estimé que le choix effectué à l'époque par la Clinique Ste Thérèse de ne pas se soumettre au contrôle d'un commissaire du Gouvernement ne saurait influencer sur la conclusion ci-avant retenue.

En date du 20 janvier 2004, Maître Jean Medernach, avocat à la Cour, a déposé une requête d'appel en nom et pour compte de l'Union des Caisses de Maladie, inscrite sous le numéro 17498C du rôle, par laquelle la partie appelante sollicite la réformation du premier jugement.

A l'appui de sa requête d'appel, la partie appelante reproche aux premiers juges d'avoir décidé qu'en application de l'article 74 du code des assurances sociales, la Clinique Ste Thérèse pouvait exiger le remboursement des 50 % restants des frais d'investissement réalisés par elle, et non pris en charge par l'Etat, et d'avoir ainsi confirmé la décision litigieuse de la Commission des budgets hospitaliers. Elle estime en effet que dans la mesure où la Clinique Ste Thérèse aurait renoncé à son droit d'obtenir une aide étatique s'élevant à 80 % des investissements réalisés, en refusant de se soumettre au contrôle d'un commissaire du Gouvernement, elle aurait posé un acte abdicatif irrévocable, suivant un choix libre et délibéré, dont elle aurait à supporter les conséquences, en prenant à sa charge les 30 % de l'investissement que l'Etat n'a pas pris à sa charge.

La partie appelante attire encore l'attention sur le fait que la décision telle que prise par la Clinique Ste Thérèse n'aurait pas été modifiée au moment de l'entrée en vigueur de la loi du 27 juillet 1992 portant réforme de l'assurance maladie et du secteur de la santé, par laquelle a été introduite la budgétisation et d'après laquelle l'Union des Caisses de Maladie prend en charge les prestations du secteur hospitalier d'après des budgets arrêtés séparément pour chaque hôpital. L'Union des Caisses de Maladie estime que la Clinique Ste Thérèse ne saurait maintenant invoquer la loi précitée du 27 juillet 1992 qui lui interdirait de combler le manque de financement public par une activité lucrative accrue au niveau du volume des activités hospitalières. Elle fait en effet valoir que la Clinique Ste Thérèse ne pourrait actuellement revenir sur son choix initial de renoncer à une aide étatique de 80 %, moyennant institution d'un commissaire du Gouvernement, en raison de l'entrée en vigueur d'un changement de système mis en place par la loi nouvelle du 27 juillet 1992, suivant laquelle les remboursements à effectuer par l'Union des Caisses de Maladie ne se font plus en raison des actes hospitaliers, mais au vu des budgets à établir pour chaque hôpital. L'Union des Caisses de Maladie estime encore que le choix auquel la Clinique Ste Thérèse a procédé de ne pas entendre bénéficier du taux majoré de 80 % au titre des aides étatiques, ne saurait faire naître des obligations à charge de tiers,

notamment à charge de l'Union des Caisses de Maladie et aggraver la situation de celle-ci.

Quant à l'article 74 du code des assurances sociales, l'Union des Caisses de Maladie estime qu'il s'agirait d'une norme hiérarchiquement inférieure aux principes énoncés ci-avant, se dégageant notamment de la loi du 31 juillet 1990 ayant pour objet de garantir des prestations hospitalières conformes aux besoins du pays et de la loi précitée du 27 juillet 1992, dans la mesure où les dispositions légales se dégageant de la réglementation en question doivent être interprétées les unes par rapport aux autres, de sorte qu'il ne saurait être question de faire application de l'article 74 du code des assurances sociales en dehors du contexte législatif dans lequel il se trouve, c'est-à-dire en faisant abstraction des lois précitées des 31 juillet 1990 et 27 juillet 1992. Dans ce contexte, elle estime que l'interprétation retenue par le jugement entrepris de la teneur de l'article 74 du code des assurances sociales aurait pour conséquence inacceptable qu'au cas où un établissement hospitalier, en raison de négligences commises de sa part, n'obtiendrait le remboursement par l'Etat que d'une partie de ses frais d'investissement, inférieure à celle qui aurait pu être subventionnée par l'Etat, il s'ensuivrait que l'Union des Caisses de Maladie devrait supporter la différence entre le remboursement effectif des frais d'investissement et les frais réellement engagés qui auraient pu être pris en charge par l'Etat en application de la législation en vigueur. Or, elle s'oppose à une telle interprétation de l'article 74 en question, en refusant de prendre à sa charge le résultat des négligences commises par un établissement hospitalier.

Enfin, l'Union des Caisses de Maladie s'oppose à ce que la décision litigieuse puisse se justifier par de simples considérations d'équité. Elle estime dans ce contexte qu'au cas où le législateur, en votant la loi précitée du 27 juillet 1992, aurait trompé les attentes de la clinique en créant un changement législatif de nature à modifier les conséquences découlant du choix opéré par elle lors de sa renonciation à obtenir une aide étatique de 80 %, en raison de son refus de se voir soumettre au contrôle d'un commissaire du Gouvernement à nommer par le ministre de la Santé, un tel fait de l'Etat devrait pouvoir être indemnisé notamment sur base de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1988 sur la responsabilité civile de l'Etat et des collectivités publiques, à partir du moment où ce changement législatif avait pour conséquence des dommages susceptibles d'être indemnisés dans le chef de la Clinique Ste Thérèse, sans que cet établissement de droit privé à caractère lucratif ne saurait faire porter la charge de ce dommage à un établissement public tiers, à savoir en l'espèce l'Union des Caisses de Maladie.

Dans son mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour le 27 février 2004, la société anonyme Congrégation des sœurs du tiers ordre régulier de Notre Dame du Mont Carmel à Luxembourg S.A., représentée par Maître Marc Elvinger, avocat à la Cour conclut à la confirmation du jugement entrepris. Tout en se référant à ses mémoires déposés au cours de l'instance qui s'est déroulée devant le tribunal administratif, la partie intimée estime que contrairement à ce qui a été développé par la partie appelante, l'article 74 du code des assurances sociales ne saurait constituer une norme hiérarchiquement inférieure à certains principes généraux du droit que la partie appelante a invoqué dans la requête

d'appel, qui seraient tous tirés du droit civil et par rapport auxquels l'article 74 en question devrait nécessairement l'emporter en cas de conflit de normes.

La partie intimée conteste encore vouloir revenir sur son choix de ne pas entendre bénéficier d'une subvention étatique au taux majoré de 80 %, mais elle demande simplement l'application, à partir de leur entrée en vigueur, des dispositions de la loi de 1992 introduisant le système de la budgétisation dans le secteur hospitalier et, plus particulièrement, de l'article 74 du code des assurances sociales.

La partie intimée insiste par ailleurs sur le fait que la décision litigieuse de la Commission des budgets hospitaliers n'a pas pour objet de décharger la Clinique Ste Thérèse de toute conséquence du choix antérieurement effectué par elle, dans la mesure où ce choix l'a privée de la possibilité de recouvrer immédiatement une part plus importante des investissements effectués, en ce que la décision litigieuse n'aurait pour objet que de mettre à charge de l'Union des Caisses de Maladie les amortissements annuels des investissements ainsi réalisés et non pris en charge par l'Etat, la clinique étant obligée d'en assurer le préfinancement.

Enfin, la partie intimée estime que le litige actuellement pendant devant la Cour serait la conséquence de la transition d'un système de financement du secteur hospitalier basé sur la rémunération des prestations/actes vers un système de budgétisation et que l'article 74 du code des assurances sociales, dans son libellé actuel, aurait notamment pour objet d'éviter que ledit changement de système ait des conséquences préjudiciables, imprévisibles au moment d'avoir effectué le choix de ne pas avoir de commissaire du Gouvernement, dans le chef d'un établissement hospitalier, telle la Clinique Ste Thérèse. Le fait que ce changement de système ait pour conséquence une charge supplémentaire pour l'Union des Caisses de Maladie ne serait pas imputable à la Clinique Ste Thérèse, mais résulterait du choix politique opéré par le législateur. Elle attire encore l'attention sur le fait que depuis l'adoption de la loi du 28 août 1998, l'ensemble de la problématique appartiendrait au passé, dans la mesure où cette loi instaure un taux unique de subventionnement étatique des investissements mobiliers et immobiliers à hauteur de 80 %, tout en abolissant l'institution du commissaire du Gouvernement.

En date du 25 mars 2004, l'Union des Caisses de Maladie a fait déposer un mémoire en réplique, en soutenant que l'article 74 du code des assurances sociales ne prévoirait aucun automatisme, en ce qu'il se fonderait au contraire sur le principe de la négociation des budgets entre les établissements hospitaliers et l'Union des Caisses de Maladie.

La requête d'appel est recevable pour avoir été introduite dans les formes et délai prévus par la loi.

La Cour se trouve être saisie du seul moyen soulevé par la partie appelante dans sa requête d'appel et ayant trait à la question de savoir si les premiers juges pouvaient à bon droit confirmer la décision litigieuse de la Commission des budgets hospitaliers du 4 novembre 2002, par laquelle ladite commission décida que les frais d'amortissement se rapportant aux 50% des investissements réalisés par la Clinique Ste Thérèse dans le cadre

de son agrandissement et de sa modernisation, non pris en charge par l'Etat, seraient à charge de l'UCM, étant entendu que l'enjeu financier litigieux se limite à la prise en charge par l'UCM de la part des frais d'amortissement correspondant à la dépense d'investissements pour laquelle la Clinique Ste Thérèse aurait pu bénéficier d'une subvention de l'Etat si elle avait accepté de se soumettre au contrôle d'un commissaire du Gouvernement, ladite dépense d'investissements se limitant à 30 % du montant total de celui-ci.

Tant la Commission des budgets hospitaliers que le tribunal administratif se sont basés sur l'article 74 du code des assurances sociales, dans sa version prévue par la loi précitée du 27 juillet 1992, dont les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 sont libellés comme suit :

*« Sans préjudice de l'article 60, alinéa 4, l'union des caisses de maladie prend en charge les prestations du secteur hospitalier d'après des budgets arrêtés séparément pour chaque hôpital visé à l'article 60, alinéa 2 sur base de son activité prévisible pour un ou deux exercices à venir. Sont opposables à l'union des caisses de maladie les activités dûment autorisées en application de la législation hospitalière. Les budgets comprennent l'amortissement des investissements mobiliers et immobiliers dans la mesure où ils n'ont pas été financés par les pouvoirs publics.*

*Dans la mesure où l'investissement est soumis à une autorisation préalable en vertu d'une disposition légale ou réglementaire, l'amortissement n'est opposable que si cette autorisation a été accordée ».*

Il échet tout d'abord de constater la clarté des termes utilisés par le législateur lors de la rédaction de l'article 74 en question et la précision du sens qui s'en dégage, ne nécessitant aucune interprétation ou référence aux travaux parlementaires pour en dégager le sens et la portée. Ainsi, l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 74 dispose que sont à charge de l'UCM notamment l'amortissement des investissements immobiliers « *dans la mesure où ils n'ont pas été financés par les pouvoirs publics* ». Il s'ensuit, au vu de l'affirmation claire et nette de la dernière phrase de l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 74 précité, qu'il ne saurait y avoir de discussion quant à la prise en charge obligatoire par l'UCM des amortissements en question, ladite phrase ne faisant aucune référence à une éventuelle négociation quant à leur principe ou à leur montant. La seule réserve qui peut être faite par rapport à cette conclusion se dégage de l'alinéa 2 de l'article 74 qui exige que pour qu'il puisse être pris en compte par l'UCM en vue de son remboursement, l'investissement en question doit, au cas où une autorisation préalable en vertu d'une disposition légale ou réglementaire est exigée, avoir fait l'objet d'une telle autorisation. Dans le cas contraire, il n'existe aucune obligation pour l'UCM de procéder au remboursement des amortissements desdits investissements immobiliers. En l'espèce, cette question n'est pas litigieuse, dans la mesure où il n'est pas contesté, et où il ressort par ailleurs des pièces et éléments du dossier, que les investissements immobiliers litigieux ont été autorisés par le ministre de la Santé.

Il se dégage encore de la dernière phrase de l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 74 que l'intégralité des amortissements, notamment des investissements immobiliers, non pris en charge par les

pouvoirs publics, et notamment par l'Etat, sont à charge de l'UCM, quelle que soit par ailleurs la raison pour laquelle les pouvoirs publics n'ont le cas échéant pas pris en charge une partie desdits amortissements. Ainsi, en référence au cas d'espèce, ladite disposition légale ne fait aucune distinction quant au financement public auquel l'hôpital a pu renoncer de sa propre volonté, de sorte que même dans un tel cas, comme c'est d'ailleurs le cas en l'espèce du fait par la Clinique Ste Thérèse d'avoir renoncé à obtenir un financement public supplémentaire de 30 % des investissements immobiliers réalisés par elle, l'UCM devra assurer le financement même de la partie des investissements immobiliers que l'hôpital aurait pu faire prendre en charge par l'Etat.

S'il est vrai que cette conclusion peut paraître injuste dans le chef de l'UCM du fait d'un certain comportement adopté par l'hôpital ou du fait de négligences apparues dans la gestion par celui-ci de ses finances hospitalières, ayant pour conséquence une charge financière plus élevée dans le chef de l'UCM que celle qui aurait normalement dû lui incomber au cas où l'hôpital, et en particulier, la Clinique Ste Thérèse, aurait sollicité le maximum de financement de ses investissements immobiliers de la part de l'Etat, il n'en demeure pas moins qu'à défaut par une quelconque disposition légale d'avoir réglementé cette hypothèse dans le sens voulu par l'UCM, la Cour se voit dans l'impossibilité de se rallier à l'argumentation développée par la partie appelante, puisque la problématique se dégageant de cette situation ne relève non pas du domaine juridique proprement dit, mais du domaine politique, entraînant que la solution préconisée par la partie appelante, pour pouvoir être suivie, nécessiterait une réforme législative.

La Cour administrative, dans la mesure où elle ne peut qu'appliquer les textes légaux et réglementaires en vigueur, ne peut bien sûr pas aller au-delà des termes clairs et précis des textes de loi actuellement en vigueur, de sorte à rendre impossible en l'espèce l'interprétation que la partie appelante souhaite voir donner à l'article 74 en question.

Alors même qu'une référence aux travaux parlementaires en vue d'une meilleure compréhension de la disposition légale précitée n'est pas nécessaire, comme il vient d'être relevé ci-avant, il paraît néanmoins utile de constater que la rédaction actuelle de l'article 74 précité avait fait l'objet des commentaires suivants :

*« Ainsi qu'il ressort d'ailleurs du contexte général du modèle des financements envisagés, il importe de relever que du moment que l'exercice d'une activité hospitalière a été autorisée par le ministre de la Santé en vertu de la législation hospitalière, l'opportunité du fonctionnement et donc du financement ne peut plus être remise en doute par l'union des caisses de maladie.*

*Par ailleurs, il est précisé que l'assurance maladie est obligée de prendre en charge dans les budgets individuels des établissements hospitaliers l'amortissement des investissements immobiliers et mobiliers non financés par les pouvoirs publics, c'est-à-dire l'Etat ou les communes. Cette disposition est conforme à la pratique administrative actuelle arrêtée lors d'une réunion interministérielle du 19 novembre 1979 et tend à trancher définitivement une question importante qui ne manquerait pas de se poser lors*

*de l'élaboration de la convention cadre entre l'union des caisses de maladie et l'Entente des Hôpitaux Luxembourgeois » ( v. doc. parl. no. 3513-5, pp. 37 à 38).*

Il échet de constater à la lecture dudit extrait des travaux parlementaires que l'interprétation retenue par la Cour à propos de l'article 74 précité est confirmé par les rédacteurs de ladite disposition légale d'une manière qui ne saurait laisser de place au doute.

Pour être complet, il échet encore de constater que la loi précitée du 27 juillet 1992, ayant notamment eu pour objet le changement de régime quant aux remboursements à effectuer par l'UCM et au financement des hôpitaux, n'a prévu aucune disposition transitoire ou complémentaire, afin de prendre expressément position par rapport au régime antérieur et à la question de savoir dans quelle mesure les établissements hospitaliers, ayant antérieurement refusé la mise en place d'un commissaire du Gouvernement afin d'obtenir un financement de la part de l'Etat de l'ordre de 80 % du montant total des investissements immobiliers tels qu'autorisés, auront la possibilité, suivant la nouvelle technique de financement des hôpitaux, par l'intermédiaire de la budgétisation, de solliciter le remboursement par l'UCM de l'amortissement de la tranche des investissements immobiliers qui auraient pu être pris en charge par l'Etat, financement public auquel l'hôpital a toutefois renoncé. A défaut de telle disposition, il peut seulement être fait application de l'article 74 dans le sens retenu ci-avant.

En ce qui concerne encore le problème soulevé par la partie appelante quant à l'automatisme suivant lequel elle serait obligée de prendre à sa charge l'amortissement notamment des investissements immobiliers, sans qu'elle ne puisse en discuter tant le principe que le montant lors des négociations portant sur les budgets à adopter par les établissements hospitaliers, il échet de constater que l'article 74 ne laisse aucun doute quant à cet automatisme, au vu du caractère affirmatif de la dernière phrase du premier alinéa de ladite disposition légale. Cette solution se justifie d'ailleurs par le fait que lesdits investissements immobiliers ont, au préalable, dû être autorisés par le ministre de la Santé et qu'il serait pour le moins incohérent que des investissements immobiliers autorisés par le Gouvernement ne soient pas, par la suite, pris en charge par l'UCM.

Il se dégage encore des considérations qui précèdent qu'il ne saurait être reproché à la Clinique Ste Thérèse d'avoir renoncé à obtenir de la part de l'Etat une aide financière de 80 %, au lieu des 50 % effectivement obtenus du montant des investissements immobiliers réalisés par elle, puisqu'il n'importe pas de savoir, dans le cadre de l'application de l'article 74 précité, quelles sont les raisons pour lesquelles tout ou partie des investissements immobiliers n'ont pas été financés par les pouvoirs publics, mais qu'il y a simplement lieu de faire le constat, à partir des financements effectivement obtenus de la part des pouvoirs publics, et notamment de la part de l'Etat, quel pourcentage des investissements immobiliers restent à charge de l'UCM. Il s'ensuit que tous les développements présentés par la partie appelante au sujet d'une prétendue renonciation à obtenir un financement public s'élevant à 80 % des investissements réalisés et quant à un éventuel acte abdicatif irrévocable posé par la Clinique Ste Thérèse, sont à écarter, pour n'être pas pertinents en l'espèce.



Enfin, il échet d'écarter le raisonnement assez imprécis suivant lequel l'article 74 du code des assurances sociales constituerait une norme hiérarchiquement inférieure à des principes qui se dégageraient essentiellement de la loi précitée du 31 juillet 1990, d'ailleurs non autrement précisés quant à leur nature exacte, étant donné que non seulement une disposition légale ne saurait se trouver à un niveau hiérarchique inférieur à des principes généraux du droit et qu'en outre, l'article 74 a été inséré dans le code des assurances sociales par une loi postérieure à celle du 31 juillet 1990, à savoir par celle du 27 juillet 1992, de sorte que cette argumentation manque de pertinence.

Il se dégage de l'ensemble des considérations qui précèdent que la requête d'appel n'est pas fondée et que le jugement entrepris du 10 décembre 2003 est à confirmer.

Malgré le fait que ni l'Entente des Hôpitaux Luxembourgeois ni Monsieur ..., en sa qualité de président de la Commission des budgets hospitaliers n'ont fait déposer de mémoire en réponse dans le cadre de la présente instance, l'arrêt est néanmoins rendu à l'égard de toutes les parties à l'instance, en vertu de l'article 47 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives.

**Par ces motifs,**

La Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties à l'instance ;

reçoit la requête d'appel du 20 janvier 2004 en la forme ;

la dit cependant non fondée et en déboute ;

partant **confirme** le jugement entrepris du 10 décembre 2003 dans toute sa teneur;

condamne l'appelante aux frais et dépens de l'instance d'appel.

Ainsi jugé par :

Jean-Mathias Goerens, vice-président,  
Marc Feyereisen, conseiller  
Carlo Schockweiler, conseiller, rapporteur,

et lu par le vice-président en l'audience publique à Luxembourg au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en-tête, en présence du greffier de la Cour Anne-Marie Wiltzius.

le greffier

le vice-président